



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire



Page 4 :

L'EMANCIPATION DE LA FEMME
RESTE A CONQUERIR

Page 5 :

QUAND BOUTEFLIKA SE PRETEND
L'AVOCAT DE TRAVAILLEURS
EMIGRES

Page 7 :

HAUSSE DU PRIX DU PETROLE :
OU SONT LES VERITABLES
GAGNANTS ?



prix: 1 Franc

N° 12 — 14 janvier 1974

MEME LORSQUE
LA SECHERESSE SEVIT
L'IMPOT SAIGNE
LES PAUVRES

Comme un nuage de sauterelles sur un champ de mil, une nuée de représentants des gouvernements de nos pays envahissent tous les ans villes et villages pour faire rentrer l'argent des impôts.

Même en temps normal, combien de villages, combien de paysans pauvres ont du mal à satisfaire cette rapacité dévastatrice ? Combien doivent payer l'impôt en prenant sur ce qui est indispensable ? Combien doivent vendre du bétail ou puiser dans les réserves de céréales, c'est-à-dire compromettre sérieusement la récolte ou l'élevage de l'année suivante ? Combien de familles sont obligées de vendre les quelques objets qui leur sont chers ou encore les bijoux des femmes pour obtenir l'argent qui sera englouti dans les caisses des Etats ?

(suite page 2)

Les Etats savent que, pour faire rentrer l'argent des impôts, il faut utiliser la contrainte. Ils ne s'en privent pas. Ils n'ont pas toujours assez de monde pour en envoyer suffisamment même dans les villages les plus reculés ; aussi, ils utilisent le chantage, en rendant les chefs de village ou les Comités de village responsables de la collecte des impôts, en les mettant sous le menace de l'arrestation au cas où l'impôt ne serait pas payé. Et, par solidarité, les villageois payent, même pour ceux d'entre eux qui sont dans l'incapacité complète de le faire.

Le poids des impôts, si dur à supporter déjà en général, devient absolument insupportable par les temps de famine comme actuellement. Il faut que tous ces Etats soient violemment hostiles aux paysans pauvres et totalement insensibles à leur sort pour oser réclamer de l'argent, cette année encore, comme si de rien n'était ! Il y a des villages où, même en mobilisant une armée, l'Etat serait incapable de faire rentrer la totalité des impôts, car il ne reste plus rien. Alors, on fait appel aux enfants du village en émigration pour prendre en charge les impôts de leur village d'origine. Combien de travailleurs africains, gagnant difficilement leur vie ici en France, comme OS chez Citroën ou éboueur à la Ville de Paris, ont-ils reçu des lettres des leurs faisant des demandes dans ce sens ? Les parasites de l'administration, quand il ne leur est plus possible de piller les paysans pauvres des villages, rançonnent ceux qui travaillent ici.

Et que l'on n'ose pas parler des nécessités de l'intérêt général ! Que reçoivent les paysans pauvres de l'Etat, en retour de tous les impôts payés ? Rien, absolument rien. Pas un sou pour creuser des puits là où il n'y en a pas ; pas un sou pour doter les campagnes de l'infrastructure nécessaire pour prévenir le manque d'eau ; pas un sou pour aider le petit éleveur en détresse pour reconstituer son bétail crevé de soif ou le petit paysan pour reconstituer ses réserves.

Par contre, il y a de l'argent pour payer tous les policiers, tous les militaires, tous les fonctionnaires parasites ; il y en a pour enrichir tous les dignitaires de l'Etat ; il y en a pour créer des paradis fiscaux afin d'aider des grands industriels à s'installer à M'Bao ou ailleurs.

Voilà où va l'argent des travailleurs, des paysans, pauvres d'Afrique ; voilà comment, même lorsqu'il se croit indépendant, le paysan pauvre se fait exploiter et fait vivre par son travail une multitude de parasites.

Voilà pourquoi, en chassant les parasites, en mettant les entreprises, les ports, les mines sous le contrôle des travailleurs, en supprimant toutes les sinécures de l'Etat dont les occupants ne servent à rien, en dissolvant la police et l'armée, les travailleurs et les paysans pauvres peuvent supprimer les causes mêmes de tous ces impôts qui pèsent si lourd. Les Etats qui sont au service des classes exploiteuses coûtent toujours cher aux travailleurs et aux paysans pauvres. Le seul Etat qui puisse être bon marché, c'est un Etat qui n'a pas besoin d'aider des capitalistes, pas besoin d'engraisser des hauts fonctionnaires, qui n'a pas besoin de gendarmes, ni dans les villes, ni dans les campagnes, car il remplacerait tous ces corps armés par des milices de travailleurs ou de paysans pauvres. Cet Etat-là, les paysans pauvres peuvent contribuer à le créer, en s'alliant à leurs frères, les ouvriers des villes, et en les aidant à balayer ces Etats de parasites plus nuisibles pour les pauvres que les saute-relles, plus même que la sécheresse.

* * *
*
*

Qui pourrait dire que le gouvernement du Sénégal ne fait rien en faveur des paysans frappés par la sécheresse ? Désormais, la radio sénégalaise diffuse régulièrement une émission en ouoloff traitant du développement rural...

Ces dirigeants n'ont même pas la pudeur de se taire au lieu d'annoncer de semblables nouvelles. Comme si les éleveurs et les paysans pauvres de Fouta, de Ferlo et de Boundou, ou les pêcheurs de Matanne, de Bakel n'avaient pas besoin d'autre chose par ces temps difficiles que d'une émission éducative. Il est vrai que ceux-là, pour la plupart, n'entendront pas l'émission, quand bien même elle aura lieu en ouloff. Ils n'ont pas de poste de radio...

oOo

L'ÉMANCIPATION DE LA FEMME RESTE À CONQUÉRIR

Une revue africaine, largement lue dans les foyers, consacre régulièrement une rubrique à la femme africaine. A côté des futilités sur les produits de beauté ou sur la meilleure façon de tresser ses nattes, de temps en temps, on y trouve des articles qui se veulent de fond. Ces articles cherchent généralement à démontrer que la femme africaine, même si elle n'est pas encore tout à fait émancipée, n'en est en tout cas pas loin. Ne s'en trouve-t-il pas qui portent mini-jupes, qui fument dans la rue, ou qui tiennent des propos très libres ?

Pauvres imbéciles pour qui l'émancipation de la femme c'est cela ! Il est vrai que même ce genre d'émancipation, qui enthousiasme tant ceux des milieux bourgeois libéraux, concerne les femmes de leur milieu, et pas la masse de femmes travailleuses. Elle ne concerne pas les millions de femmes de paysans pauvres qui, pendant l'hivernage, travaillent dans les champs, qui sont parfois les seules à cultiver, pendant l'hivernage, l'arachide, le coton, ou encore le riz et les légumes. Et qui, après avoir travaillé de la sorte toute la journée, sont encore obligées de faire toutes les tâches à la maison, de piler le mil et de s'occuper des enfants.

Malgré sa participation pleine et entière à la vie économique du village — et plutôt deux fois qu'une — la femme est considérée comme un être de seconde zone, tout juste bon à subir l'autorité de son mari, de ses parents ; à subir l'hypocrite système de la polygamie qui institue, comme normal pour l'homme ce qu'il n'admet pas pour la femme ; à subir les mariages forcés, etc. Dans les campagnes, la femme subit toute une oppression héritée d'un autre âge, à laquelle il est urgent de mettre fin.

Face à cette oppression de la femme, les libéraux bourgeois n'entrevoient même pas d'autre émancipation possible que de proposer comme modèle ce qui se passe dans les pays capitalistes. Lamentable modèle, lamentable émancipation !

Que la femme ne soit pas considérée comme l'égale de l'homme sur tous les points de vue, qu'elle ne bénéficie pas des mêmes droits, des mêmes libertés, qu'elle ne soit pas considérée comme un être humain majeur est une situation héritée d'un autre âge, anormale et révoltante. Les révolutionnaires socialistes doivent combattre pour la totale émancipation de la femme.

Mais cette émancipation totale de la femme africaine est intimement liée à l'émancipation de tous les travailleurs et des paysans pauvres. Les femmes ne pourraient être totalement émancipées, et avoir des relations de pleine égalité avec les hommes, dans une société où toutes sortes d'oppression survivent, et où d'autres naissent du fait de nouvelles formes d'exploitation. Mais, inversement, une société où la femme n'est pas pleinement libre, n'est pas une société libre. Les femmes travailleuses, les femmes de paysans pauvres qui aspirent à l'égalité ont leur place aux côtés des travailleurs qui combattent pour leur émancipation sociale. Et cette place, il faut qu'elles l'occupent malgré toutes la pression des traditions qui les ont toujours écartées de la vie sociale.

Et tous ceux qui se réclament des idées socialistes, comme tous les travailleurs conscients, doivent dès maintenant combattre tous les préjugés, toute espèce de racisme contre la femme.

QUAND BOUTEFLIKA SE PRETEND L'AVOCAT DE TRAVAILLEURS EMIGRES

Bouteflika, ministre algérien des Affaires étrangères, avait évoqué le sort des travailleurs algériens en France lors de sa rencontre avec Pompidou. A ce qu'il paraît, c'est même pour cela qu'il était venu. Sa visite a fait suite à l'attentat raciste contre le consulat d'Algérie à Marseille, attentat où plusieurs travailleurs algériens avaient trouvé la mort.

L'attentat a suscité quelques protestations du gouvernement algérien. Mais comment ce gouvernement qui, en Algérie même, opprime et méprise les travailleurs, les prive du droit de s'organiser dans des organisations politiques ou syndicales indépendantes, pourrait intervenir pour défendre efficacement les travailleurs algériens en émigration ? Et, de fait, le seul résultat de la visite de Bouteflika sur ce plan a été une déclaration où le ministre algérien exprime sa "confiance dans l'hospitalité du peuple français et dans la clairvoyance de ses dirigeants". En d'autres termes, Bouteflika fait confiance aux dirigeants français pour prendre des mesures en faveur de la sécurité des travailleurs algériens.

Un proverbe africain affirme : "en fuyant la mort, tu tombes sur des assassins". Mais les travailleurs algériens, comme tous les travailleurs émigrés en butte au racisme, n'ont même pas besoin de connaître les proverbes pour savoir qu'ils ne peuvent pas fuir le racisme en cherchant protection auprès des représentants de l'Etat, sans risquer de tomber sur les pires racistes. Sur les dizaines de travailleurs émigrés assassinés pour des motifs racistes, plusieurs sont morts des mains de policiers et, parfois, comme Mohamed Diab, à l'intérieur d'un commissariat. Et les autres assassins racistes n'ont pas été retrouvés par la police.

Alors, les travailleurs émigrés n'ont pas grand-chose à attendre de l'Etat des bourgeois français pour ce qui est de leur protection contre le racisme. Mais ils n'ont pas plus à attendre des représentants de leurs Etats d'origine, même lorsqu'ils prétendent jouer les avocats ou les intermédiaires auprès de l'Etat français.

Dans ses arguments d'avocat, Bouteflika a souligné que la France et l'Algérie trouvent également intérêt à ce que l'émigration actuelle se poursuive et que cet intérêt commun doit être à la base de l'entente entre les deux pays sur la question de l'émigration. Mais en quoi consistent, en clair, les intérêts de l'un et de l'autre ? En ceci que, d'une part, la France impérialiste a besoin d'exploiter les travailleurs émigrés, et l'Algérie bourgeoise, d'autre part, a besoin à la fois de masquer le fait qu'elle est incapable de donner du travail et de quoi vivre à ses travailleurs et qu'elle a besoin des devises que représentent les envois d'argent des travailleurs algériens. Et à Bouteflika de légitimer les besoins de la France capitaliste, de trouver, en les travailleurs algériens, de la main d'oeuvre à exploiter.

Les Bouteflika, ou les autres Traouré, Senghor, Ould Daddah, ne voient aucun inconvénient à ce que les travailleurs et les paysans pauvres de leurs pays soient contraints à l'émigration par les dures nécessités de la vie et qu'en France ils soient soumis à une exploitation éhontée. Au contraire, Bouteflika a insisté lourdement sur le fait que les travailleurs algériens sont prêts à accomplir des travaux pénibles dont les travailleurs français ne voudraient pas. Sur cette exploitation, Bouteflika n'a rien à dire. Mais il voudrait qu'elle se fasse en silence, sans à-coups, sans racisme trop voyant, sans violence trop visible.

Seulement, c'est justement parce que les travailleurs émigrés font partie des couches les plus exploitées de la classe ouvrière en France, parce qu'ils occupent les emplois les plus dédaignés et les plus mal payés ; parce qu'ils sont réduits à vivre dans les ghettos des foyers, des quartiers de taudis, des bidonvilles, qu'ils sont livrés au racisme quotidien. Un riche commerçant ou un dignitaire politique qui habite un grand hôtel de luxe subirait infiniment moins le racisme, tout Algérien ou Africain qu'il serait.

Plus généralement, le racisme lui-même et ses formes les plus brutales, les plus barbares sont engendrés par la société d'exploitation. Prétendre vouloir combattre le second en admettant la première, c'est de l'hypocrisie.

Au-delà des oppositions, des antagonismes divers qui séparent l'Etat français et l'Etat algérien et qui, parfois, peuvent les dresser l'un contre l'autre, les deux ont quelque chose de fondamental en commun : les deux défendent un ordre social qui repose sur l'exploitation des travailleurs. Face aux travailleurs, les Bouteflika et ses semblables se retrouvent dans le même camp que Pompidou, dans celui des r*paces capitalistes.

Aussi, lorsque les Bouteflika intercèdent en faveur des travailleurs de leur pays en émigration, tout en affirmant leur respect des intérêts de la France — c'est-à-dire des capitalistes français —, ils jettent simplement de la poudre aux yeux des travailleurs algériens. On ne peut vouloir ménager les deux à la fois. Les travailleurs émigrés n'ont pas besoin de tels avocats. Face à la solidarité affirmée par les représentants des classes dirigeantes française et algérienne, ils doivent affirmer leur solidarité avec les travailleurs français, leurs seuls alliés possibles contre les voyous racistes.

HAUSSE DU PRIX DU PÉTROLE OÙ SONT LES VÉRITABLES GAGNANTS

Pour ne pas être en reste par rapport à d'autres chefs d'Etat des pays d'Afrique ou du Moyen-Orient, Senghor a fait plusieurs déclarations affirmant que la "crise du pétrole" constitue un juste retour des choses. Le renchérissement serait un changement considérable, l'amorce d'une époque où les pays pauvres ne dépendraient pas, comme par le passé, des pays impérialistes, et où les échanges qui, jusqu'ici, se faisaient en défaveur des pays pauvres se feront de façon plus équilibrée.

Comme on peut difficilement imaginer que Senghor soit naïf ou bête au point de penser sérieusement ce qu'il raconte, c'est qu'il ment sciemment.

Car si on fait le compte, maintenant que les grandes manoeuvres autour du pétrole sont bien entamées, et cela, en cherchant un peu plus loin que les déclarations fracassantes, les mensonges orchestrés dans la presse, on se rend compte que, pour la plupart, les pays pauvres sortiront encore plus pauvres de cette affaire et, à plus forte raison, les travailleurs et les paysans pauvres de ces pays.

Contrairement aux apparences et, surtout, aux illusions entretenues par bien des menteurs patentés, les gros gagnants sont, une fois de plus, les impérialistes ou, plus exactement, le principal d'entre eux, l'impérialisme américain.

Car ce sont les grands trusts du pétrole, pour la plupart américains, qui possèdent une bonne partie des puits de pétrole et, surtout, ce sont eux qui, en possédant le monopole du transport, du raffinage et de la distribution partout dans le monde, contrôlent le commerce mondial du pétrole. Non seulement les augmentations du prix du pétrole ne les gênent pas, mais ils en sont partie prenante. Si les prix augmentent, ils réalisent plus de bénéfices. Et, comme les prix élevés ont toutes les chances de freiner le développement de la consommation des produits pétroliers, les grands trusts seront en partie soulagés de la nécessité de forer de nouveaux puits, de construire de nouveaux pipe-lines ou des pétroliers géants supplémentaires. Autrement dit, les grands trusts pourront augmenter leurs bénéfices, tout en limitant leurs dépenses. Et, en passant, avec l'argent ainsi économisé, ils peuvent prendre le contrôle d'autres sources d'énergie que le pétrole.

Les grands trusts américains, eux, ont donc tout lieu d'être contents de l'évolution des choses. Pas étonnant : ils ont préparé cette évolution.

L'ensemble de l'impérialisme américain a également des raisons d'être satisfait. Jusqu'ici, le bas prix du pétrole du Moyen-Orient favorisait les capitalistes européens qui achetaient leur pétrole surtout dans cette région du monde. Payant moins leur énergie, les capitalistes européens pouvaient produire et vendre moins cher leurs produits manufacturés et concurrencer ainsi les capitalistes américains. Maintenant, c'est fini : les capitalistes européens et japonais doivent payer cher leur pétrole ; donc, leurs coûts de production augmentent, ce qui convient parfaitement aux capitalistes américains.

Voilà donc les principaux avantages que l'impérialisme américain en général et les compagnies pétrolières en particulier ont tiré de l'opération.

Et les pays pauvres ?

Il y a évidemment ceux qui ont du pétrole. Que ceux-là prélèvent davantage sur les richesses de leur sous-sol est bien normal. Leurs prélèvements, d'ailleurs, ne sont pas aussi grands, même maintenant, que la somme des bénéfices des compagnies pétrolières et des prélèvements des Etats des pays impérialistes consommateurs.

Mais cette masse d'argent supplémentaire ne profite pas au même titre à tous les habitants des pays producteurs. L'argent du pétrole rentre dans la caisse des Fayçal, des émirs du Golfe persique ou du Shah d'Iran. Les potentats arabes, déjà milliardaires, seront encore plus riches. Mais, malgré tout l'or qui est drainé vers ces pays, la pauvreté, la misère, l'exploitation n'ont nullement disparu. Et, finalement, bien des grandes entreprises capitalistes, ou des grandes banques des puissances impérialistes, ont infiniment plus bénéficié des rentrées d'argent supplémentaires des potentats du Moyen-Orient que les travailleurs ou les paysans pauvres de ces contrées. Car une bonne partie de l'argent obtenu par les dirigeants arabes est retourné dans les pays impérialistes sous forme de commandes d'armes, sous forme d'achat d'actions de grandes sociétés ou sous forme de dépôts de banque. Les richesses du pétrole, même là où il y en a, ne profiteront aux travailleurs, aux paysans pauvres que s'ils chassent les potentats et prennent le contrôle des ressources.

Quant aux autres pays sous-développés, ils payeront plus cher leur pétrole et, surtout, ils payeront plus cher les produits industriels que leur fournit l'occident impérialiste. Au lieu de tendre à devenir plus équilibré, l'échange sera encore plus inégal entre pays impérialistes et pays sous-développés. Loin d'amorcer un tournant dans la situation des pays sous-développés, la hausse du prix du pétrole conduit au contraire à un appauvrissement plus grand encore.

Pourtant, cette situation peut changer. Mais, pour que cela soit, il ne suffit pas de crier à la victoire sur l'impérialisme, alors même que c'est lui qui tire les ficelles, il faut s'attaquer à l'impérialisme, combattre pour le renverser. Cette perspective-là, celle du renversement de l'impérialisme au coeur même de sa puissance, seuls les révolutionnaires socialistes la préconisent. Pourtant, tant que l'impérialisme reste debout, tant que les travailleurs ne l'auront pas renversé, les pays sous-développés peuvent tout au plus marchander avec lui, ou lui imposer de meilleurs accommodements, mais ne peuvent pas empêcher de se faire voler.

CAMARADE,

Ce journal est le tien.

FAIS-LE CONNAITRE AUTOUR DE TOI !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.